

**Syrie - Déclaration des dirigeants du
G7 - Communiqué de presse du
Conseil de l'Union européenne**
(Luxembourg, 17 avril 2018)

Nous, les dirigeants du G7 représentant l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et l'Union européenne, sommes unis à condamner avec la plus grande fermeté l'utilisation d'armes chimiques lors de l'attaque perpétrée le 7 avril dans la Ghouta orientale, en Syrie.

Nous appuyons pleinement tous les efforts déployés par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France en vue de diminuer la capacité du régime Assad d'utiliser des armes chimiques ainsi que d'en prévenir tout usage à l'avenir, tel que démontré par leur intervention menée le 13 avril. Cette réponse a été limitée, proportionnée et nécessaire. Elle a été entreprise suite à l'épuisement de toute avenue diplomatique possible pour faire respecter la norme internationale contre l'utilisation d'armes chimiques.

L'utilisation d'armes chimiques constitue une violation de la Convention sur les armes chimiques et représente une menace contre la paix et la sécurité internationales. L'utilisation répétée et moralement condamnable d'armes chimiques par le régime Assad dans le passé a été confirmée par des enquêteurs internationaux indépendants. Nous condamnons cette stratégie délibérée visant à terroriser les populations locales et à les forcer à se soumettre. La possession par la Syrie d'armes chimiques ainsi que sa capacité de les utiliser sont illégales en vertu de la résolution 2118 du Conseil de sécurité des Nations unies et de la Convention sur les armes chimiques. Ensemble, nous nous dressons contre l'impunité de ceux qui fabriquent ou utilisent ce type d'armes, quel que soit le lieu, le moment ou les circonstances.

Nous demeurons déterminés à trouver une solution diplomatique au conflit en Syrie. Nous saluons et appuyons les efforts de M. Mistura, l'envoyé spécial des Nations unies, en vue d'assurer une transition politique inclusive et crédible conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies et au Communiqué de Genève./.